

ENQUETE PUBLIQUE

Demande de concession d'utilisation du domaine public maritime pour le câble de télécommunications fibre optique "Amitié" et d'autorisation d'implantation d'une chambre-plate dans secteur du Gressier

Commune de LE PORGE (Gironde)



**Référence : arrêté de la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète de la Gironde
en date du 17 janvier 2020**

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

*Hervé REDONDO,
commissaire enquêteur
membre de la compagnie des commissaires enquêteurs de Bordeaux-Aquitaine*

**Demande de concession d'utilisation du domaine public
maritime pour le câble de télécommunications fibre
optique "Amitié" et d'autorisation d'implantation d'une
chambre-plage dans secteur du Gressier,
commune de LE PORGE (Gironde)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
SOMMAIRE**

Première partie

- 1 - Généralités pages 5 à 7
- 2 - Analyse du dossier..... pages 7 à 14
- 2 - Organisation et déroulement de l'enquête..... pages 14 à 17
- 3 - Analyse des observations pages 17 et 18

Deuxième partie

- 1 - Rappel de l'objet et des éléments essentiels de l'enquête pages 20 et 21
- 2 – Avis sur le projet, éléments de réflexion et de motivation.....pages 21 à 24
- 3 – Conclusion générale..... page 24

Documents annexes

- 1 – Décision du président du tribunal administratif de Bordeaux, n° E20000005/33 du 10 janvier 2020 désignant le commissaire enquêteur
- 2 – Arrêté préfectoral du 17 janvier 2020 prescrivant l'enquête publique
- 3 – Certificat d'affichage de l'avis d'enquête publique en mairie
- 4 - Procès-verbal de notification des questions et observations
- 5 - Mémoire en réponse de la société Orange
- 6 - Publications de l'avis d'enquête publique dans les journaux Sud-Ouest et Les Echos Judiciaires Girondins.
- 7 - Photocopies des pages utilisées du registre d'enquête.

Commune de LE PORGE (Gironde)

**Demande de concession d'utilisation du domaine public maritime pour le
câble de télécommunications fibre optique "Amitié" et d'autorisation
d'implantation d'une chambre-plage dans secteur du Gressier
commune de LE PORGE (Gironde)**

Enquête publique demandée par :

Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète de la Gironde

Arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2020, prescrivant l'enquête publique sur une période
de 31 jours du 10 février au 11 mars 2020.

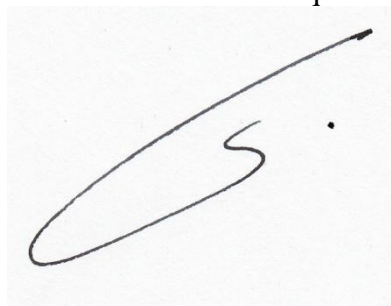
RAPPORT DE MISSION D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Destinataires :

- Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète du département de la Gironde à Bordeaux
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux

Le 18 mars 2020

Hervé REDONDO,
commissaire enquêteur

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

ENQUETE PUBLIQUE

Demande de concession d'utilisation du domaine public maritime pour le câble de télécommunications fibre optique "Amitié" et d'autorisation d'implantation d'une chambre-plage dans secteur du Gressier

Commune de LE PORGE (Gironde)



Référence : arrêté de la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète de la Gironde en date du 17 janvier 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR (1^{ère} partie - enquête)

*Hervé REDONDO,
commissaire enquêteur*

1- GÉNÉRALITÉS

1.1 – Préambule

Dans l'objectif du développement du réseau international des télécommunications et des échanges de données plusieurs opérateurs envisagent la déploiement d'un câble sous-marin de télécommunication à fibres optiques entre les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France. Ce câble participera en outre aux échanges de données avec les territoires français d'outre-mer, notamment les Antilles-Guyane, actuellement connectés aux Etats-Unis par d'autres systèmes existants. Il s'agit du projet baptisé AMITIE.

Ce projet est constitué par un système de câbles sous-marins, sur une distance supérieure à 6800 kilomètres, assurant la connexion entre Nahant Beach (Massachusetts), Widemouth Bay (Angleterre) et Le Porge (France). Il est porté par plusieurs opérateurs, dont la société Orange qui assurera la maîtrise d'ouvrage en France du segment situé entre la plage du Gressier sur la commune du Porge et l'unité de branchement en mer, la fourniture du câble et son installation étant gérées par la société Alcatel Submarine Network (A.S.N. France).

C'est dans le cadre de cette opération que la société Orange demande la concession d'utilisation du domaine public maritime pour une durée de 30 ans, celle-ci concernant la pose du câble dans la zone économique exclusive et les eaux territoriales françaises, ainsi que l'autorisation d'implantation d'une chambre-plage en arrière des dunes.

1.2 - Objet de l'enquête publique

Par arrêté en date du 17 janvier 2020, Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète de la Gironde a soumis à enquête publique unique les demandes de concession d'utilisation du domaine public maritime et d'autorisation d'implantation d'une chambre-plage sur le secteur du Gressier, commune de Le Porge, présentée par la société Orange.

Le projet global porte sur la concession du domaine public maritime sur une surface d'emprise de 1084,5 mètres carrés pour une longueur de 27,664 kilomètres en ce qui concerne la pose du câble, et 6 mètres carrés environ en ce qui concerne l'implantation souterraine de la chambre plage.

L'enquête publique unique concerne donc :

- la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime pour la pose du câble de télécommunication fibres optiques baptisé AMITIE ;
- la demande d'autorisation d'implantation de la chambre-plage en arrière des dunes au lieu-dit Le Gressier.

Le dossier a été présenté par la société Orange dans sa branche OINIS (Orange International Networks, Infrastructures and Services) en la personne de sa directrice Madame Carine ROMANETTI. Il est suivi sur le plan local par Monsieur Ludovic CARLIER, responsable des projets câbles sous-marins.

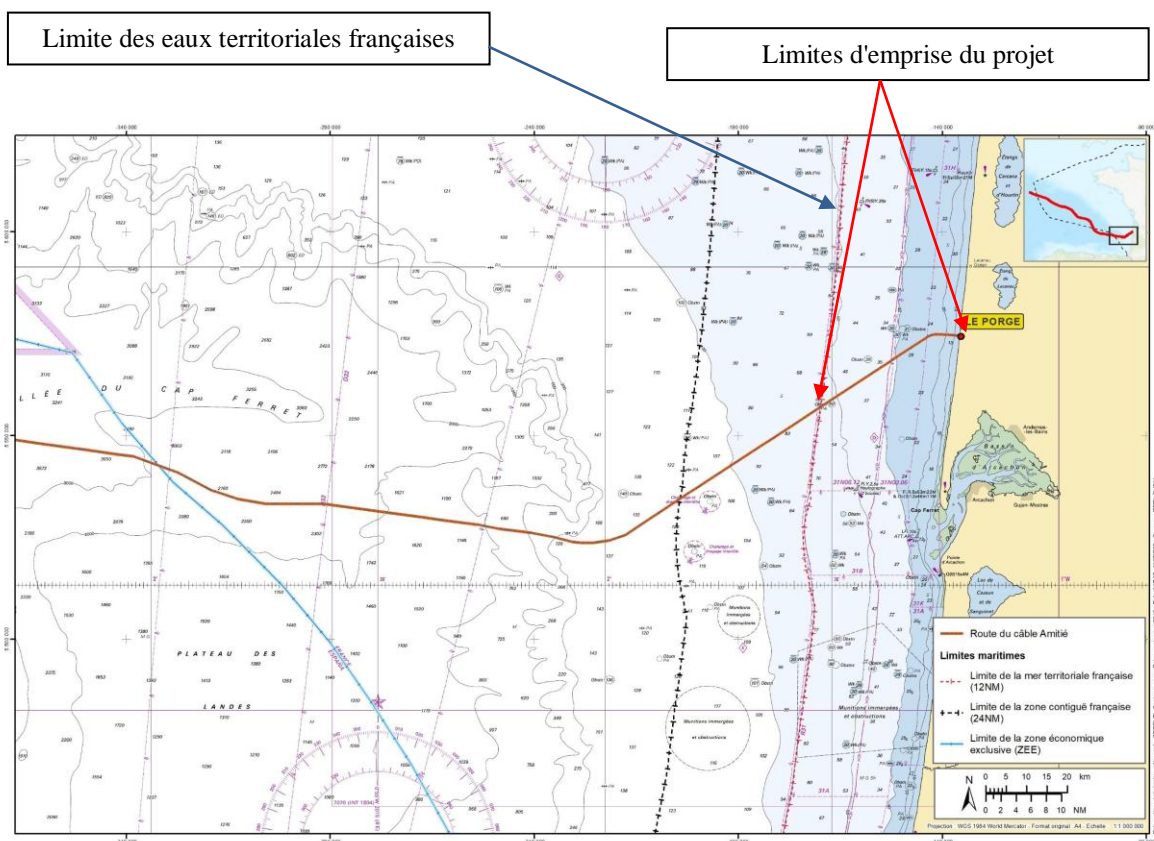
1.3 - Cadre juridique

Le projet soumis à la présente enquête s'inscrit dans le cadre :

- du code de l'environnement et notamment ses articles L 123-1 et R 123-1 relatifs aux enquêtes publiques et leur déroulement ;
- du code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles R 2124-1 et suivants relatifs aux concessions d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports ;
- du code de l'urbanisme, notamment ses articles L 121-7 et L 121-25.

1.4 - Nature et caractéristiques du projet

Le projet porte sur la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime ainsi que l'autorisation d'implantation d'une chambre-plage dans le secteur du Gressier, commune du Porge.



Il comprend :

- le câble sous-marin AMITIE qui s'étire dans les eaux françaises sur 470 kilomètres environ, dont 28 kilomètres relevant du domaine public maritime. Son atterrissage se situe sur la commune du Porge derrière la plage du Gressier qui ne comporte actuellement aucun câble, à 120 mètres environ au sud du rond-point d'accès aux infrastructures commerciales du Porge-Océan. Depuis un point situé en mer à 6 mètres de profondeur, il rejoindra la chambre-plage par des conduites installées au moyen d'un forage dirigé sous le cordon dunaire littoral ainsi que l'arrière-plage boisée ;

- une chambre-plage de 3 mètres de longueur sur 2 mètres de largeur et profonde de 2 mètres, entièrement enterrée, construite en arrière de la dune dans une clairière entre les commerces du Porge-Océan et le prolongement du chemin d'accès à la plage du Gressier. Cette chambre-plage sera entièrement recouverte, seule la trappe d'accès restant apparente. C'est à l'intérieur de celle-ci que seront installées les connexions entre le câble sous-marin et le réseau terrestre.

A partir de la chambre-plage et hors champ de l'objet de la présente enquête publique, le câble traversera, en sous-sol, la zone boisée pour atteindre la limite du camping, puis longera la clôture de celui pour rejoindre la bordure nord de l'avenue de l'Océan (RD 107), qu'il suivra en sous-sol jusqu'au bourg du Porge-Ville.

2 - LE DOSSIER SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1 - Composition générale du dossier

Le dossier soumis à l'enquête comprend deux parties distinctes :

- le résumé non technique ;
- la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime pour le câble sous-marin de télécommunication AMITIE et ses planches cartographiques ;
- le récapitulatif des informations concernant l'implantation de la chambre-plage ;
- l'autorisation temporaire de l'Office National des Forêts durant les phases d'études et de travaux en forêt domaniale du Porge ;
- les avis sur le projet ;
- les avis de publicité préalables.

2.2 - Composition de chaque dossier

2.2.1 – Le résumé non technique

Le résumé non technique fait l'objet d'un document dissocié du reste du dossier. Il expose de manière synthétique mais tout à fait compréhensible par le public le contexte général du projet, les opérations qui seront effectuées à proximité de la plage du Gressier (enfouissement du câble et construction de la chambre-plage) ainsi que leur phasage.

2.2.2 – La demande de concession d'utilisation du domaine public maritime

La demande de concession d'utilisation du domaine public maritime se compose de 8 parties :

- l'introduction ;
- l'identité du demandeur ;
- la situation, la consistance et la superficie de l'emprise faisant l'objet de la demande ;
- la destination, la nature et le coût des travaux ;
- la cartographie du site d'implantation et le plan des installations ;
- le calendrier de réalisation des travaux ;
- les modalités de maintenance envisagées ;
- les modalités de suivi du projet sur l'environnement et la préservation des ressources naturelles ;

- les modalités de réversibilité des opérations, de la remise en état des lieux en fin de titre ou d'utilisation.

2.2.3 – Le récapitulatif des informations concernant l'implantation de la chambre-plage

Ce document synthétise la situation de la future chambre-plage, ses dimensions (croquis à l'appui) ainsi que la surface d'emprise des travaux. Il décrit le dispositif de pose et d'enfouissement des électrodes destinés à la mise à la terre du dispositif dans un rayon de 10 à 30 mètres autour de la chambre-plage.

2.2.4 – L'autorisation temporaire de l'Office National des Forêts

L'Office National des Forêts et la société Orange ont conclu une convention le 3 décembre 2019. Celle-ci porte sur la pose de la chambre-plage, le forage dirigé depuis la chambre plage ainsi que les opérations de génie civil entre la chambre-plage et la route départementale 107. Elle autorise la société Orange à réaliser les travaux nécessaires au projet et détermine les superficies concernées par les diverses opérations.

2.2.5 – Les avis sur le projet

Le dossier comporte cinq avis, à savoir :

- l'avis du service maritime et littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde, qui soulève la nécessité d'accorder un titre d'occupation sur la forme d'une concession d'utilisation en dehors des ports à la société Orange et émet un avis favorable à ce titre d'occupation pour une durée de 30 ans avec obligation pour le concessionnaire de retirer l'intégralité du câble à la fin de l'occupation ;
- l'avis du préfet maritime de l'Atlantique adressé à la Préfète de la Gironde, qui s'avère favorable et précise qu'à l'issue des travaux, le porteur de projet devra lui fournir le tracé exact des câbles atterrissant sur le territoire français ainsi que les zones d'ensouillage à des fins de sécurité maritime ;
- le procès-verbal de réunion de la commission nautique locale du 12 novembre 2019, qui émet un avis favorable au projet ;
- l'avis favorable du 18 octobre 2019 de la municipalité du Porge ;
- la notification de prescription de diagnostic archéologique dans le domaine public maritime par le Ministère de la Culture, qui prévoit un diagnostic archéologique sur une partie de l'emprise des travaux.

2.3 - Les éléments essentiels contenus dans la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime

2.3.1 – L'introduction

L'introduction comprend le contexte du projet, dont le texte est identique à celui du résumé non technique ainsi que l'articulation du dossier telle que décrite dans le paragraphe 2.2.2. ci-dessus.

2.3.2 - L'identité du demandeur

Le pétitionnaire est la société Orange, représentée par Madame Carine ROMANETTI, responsable du département Stratégie Réseaux et Systèmes Sous-Marins, 61 rue des Archives 75003 PARIS. Le dossier est suivi sur le plan local par Monsieur Ludovic CARLIER.

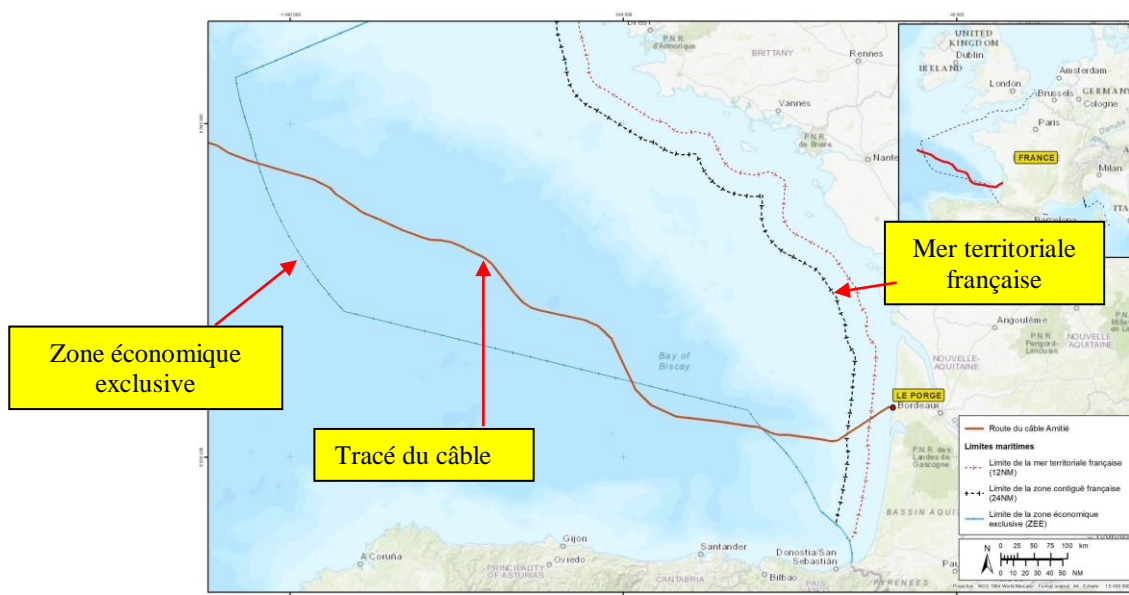
2.3.3 - La situation, la consistance et la superficie de l'emprise faisant l'objet de la demande

La situation du projet

Le projet concerne la pose du câble AMITIE en zone économique exclusive et dans les eaux territoriales françaises avec un atterrissage sur la commune du Porge, en arrière de la plage du Gressier et à 120 mètres environ au sud du rond-point d'accès aux infrastructures du Porge-Océan. Sont donc à construire la chambre-plage en arrière du cordon dunaire, les tranchées destinées à accueillir les conduites à terre jusqu'à la route départementale 107 et en bordure de celle-ci et la station terminale en centre-ville du Porge.

Le câble sous-marin parcourt une distance de 28 kilomètres dans le domaine public maritime et près de 440 kilomètres en zone économique exclusive. Depuis un point situé en mer à 6 mètres de profondeur, il rejoindra la chambre-plage située dans une clairière en arrière du cordon dunaire et hors du domaine public maritime au moyen d'un forage dirigé sous la dune littorale séparant la plage sableuse de l'arrière-plage boisée. Il sera installé dans une conduite située à une profondeur de 10 à 15 mètres. De ce fait, l'impact environnemental de cette opération sera extrêmement faible. En outre, plusieurs électrodes seront profondément enterrées à quelques mètres de la chambre-plage pour la mise à la terre du système.

En mer, le câble sera ensoufflé sur une profondeur d'environ 2 mètres sur tout le plateau continental et jusqu'à 1000 mètres de fond, ou simplement posé dans les secteurs ne permettant pas cette opération. Il s'orientera en directions de l'ouest-nord-ouest puis du sud-ouest jusqu'à la tête du Canyon du Cap-Ferret avant de s'orienter vers l'ouest puis le nord-ouest dans le Golfe de Gascogne.



Sur le site d'atterrage le câble traverse successivement le domaine public maritime puis le cordon dunaire et la zone boisée de l'arrière-dune relevant de l'Office National des Forêts

La consistance et l'emprise du projet

Comme indiqué supra et depuis la zone en mer, le raccordement du câble à la chambre-plage s'effectuera par la réalisation d'un forage dirigé de 10 à 15 mètres de profondeur sous l'arrière-dune, le cordon dunaire puis la plage. Entre la chambre-plage et la station terminale du centre-ville du Porge, le câble sera enterré sur une profondeur de 1 mètre le long à travers la pinède, puis le long d'une piste appartement à l'O.N.F. et enfin en bordure de la R.D. 107.

La durée minimale de vie du câble est de 25 années. il se compose de fibres optiques et d'enveloppes de protection dont les caractéristiques sont adaptées aux nécessités liées à l'environnement naturel et aux activités humaines : grands fonds, protection contre l'abrasion, la pénétration d'hameçons ou les morsures de poissons, enfouissement ou pose en surface. Ces câbles véhiculent des signaux ne générant pas de champ magnétique significatif.

La conduite de forage dirigé sera installée sous le cordon dunaire et la plage, confectionnées en polyéthylène haute densité d'un diamètre intérieur de 100 millimètres. Elle reliera la chambre-plage jusqu'au débouché en mer à 6 mètres de profondeur, à une profondeur de 10 à 15 mètres sous la dune et la plage. Une seconde conduite est envisagée afin d'accueillir éventuellement un second câble.

La chambre-plage sera implantée hors du domaine public maritime, au milieu d'une clairière en arrière de la dune entre les commerces du Porge-Océan et le prolongement du chemin d'accès la plage du Gressier. D'une surface de 6 mètres carrés pour une profondeur de 2 mètres, elle sera intégralement enterrée, la surface d'excavation nécessaire étant toutefois de 16 mètres carrés (4X4) et l'emprise des travaux de construction de 60 mètres carrés (12X5).

Tous les systèmes sous-marins dits "répétés" nécessitent une alimentation électrique, fournie par un équipement d'alimentation situé à chaque extrémité du système ou des segments de ce système. Ces équipements nécessitent une connexion à la terre dédiée, composée d'électrodes. Celles-ci seront implantées dans un rayon de 10 à 30 mètres autour de la chambre-plage, suffisamment enfouies pour prendre en compte le risque d'érosion. Elles ne produiront pas de champ électrique et le courant qui y circule sera d'environ 0,9 A avec une tension inférieure à 10 volts. Le faisceau de câbles les reliant à la chambre-plage sera inséré dans une conduite PVC de 100 millimètres. Une dalle de béton de 20 centimètres d'épaisseur et enterrée à 1 mètres de profondeur sera posée si nécessaire pour protéger les électrodes, ainsi que d'autres protections telles des coquilles articulées en fonte.

L'emprise sur le domaine public maritime, correspondant à la pose des câbles, sera de 27,759 kilomètres.

La nature des travaux

Les travaux s'effectueront en deux temps : la construction à terre (chambre-plage et forage) puis la pose du câble. L'installation des électrodes sera réalisée avant l'arrivée de celui-ci. Les travaux devraient débuter en février 2020 pour une durée de 3 à 4 mois. La conduite de passage du câble sera réalisée par forage dirigé entre 10 et 15 mètres de profondeur en sous-sol entre la chambre-plage et la sortie en mer à 5 ou 6 mètres de profondeur d'eau, soit entre 1000 et 1500 mètres au large du rivage. Une argile naturelle (bentonite) sera utilisée durant les travaux de forage pour solidifier les parois. La boue injectée sera aspirée et récupérée dans une unité de recyclage afin d'être traitée, neutralisée et réutilisée. Un périmètre de sécurité sera établi en amont des travaux.

L'implantation de la chambre-plage évitera au maximum toute altération inutile de la zone. Seule restera apparente la trappe d'accès.

L'opération d'atterrissage sera précédée par le nettoyage de la zone en mer au moyen d'un grappin jusqu'à la limite de 20 mètres de profondeur. Le câble sera ensuite tiré à l'intérieur de la conduite de forage jusqu'à la chambre-plage à l'aide d'un quadrant ou d'un cabestan hydraulique.

Au large, le câble sera installé par un navire câblé. En fonction de la nature du sol sous-marin, le câble sera ensouillé à l'aide d'une charrue tracée par ce navire, ou si besoin d'un robot téléguidé équipé d'un système de "jetting". Au-delà de 1000 mètres de profondeur, le câble sera simplement posé sur les fonds marins.

2.3.4 - Le phasage des travaux

Le phasage prévu des travaux d'installation du dispositif se décompose en :

- travaux de construction à terre : 3 à 4 mois débutant en février 2020 ;
- segment côtier : ensouillage jusqu'à 20 mètres de profondeur en mer : une semaine en novembre 2020 ;
- segment principal depuis la zone des 20 mètres jusqu'à la limite de la ZEE : 10 à 11 semaines dont 1 à 2 semaines sur le domaine public maritime débutant en novembre 2020.

2.3.5 - Modalités de maintenance et de suivi de l'impact sur l'environnement

Il n'est pas prévu de maintenance particulière du câble durant son exploitation. Toutefois le câble peut être endommagé par des ancres, chaluts ou mouvements sismiques. Les réparations sont alors effectuées à bref délai par envoi sur zone du navire câblé selon des accords de consortiums.

Le pétitionnaire s'engage au respect des prescriptions de l'arrêté du 23 février 2001 sur les ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique. Il s'engage notamment à tenir un registre précisant les principales phases du chantier incluant les incidents survenus et toute information susceptible d'avoir une incidence sur le milieu. Les quantités d'hydrocarbures susceptibles d'être accidentellement rejetées dans le milieu sont faibles, mais feront toutefois l'objet d'un plan d'intervention.

Les travaux de démontage et d'enlèvement des matériels seront réalisés à terre afin de remettre le site dans son état initial. Le faible diamètre du câble dans ses parties non ensouillées n'offre qu'une petite surface à coloniser pour les espèces benthiques et l'impact sera en conséquence faible sur le développement de celles-ci.

2.4 - Analyse du projet

2.4.1 – Localisation du site

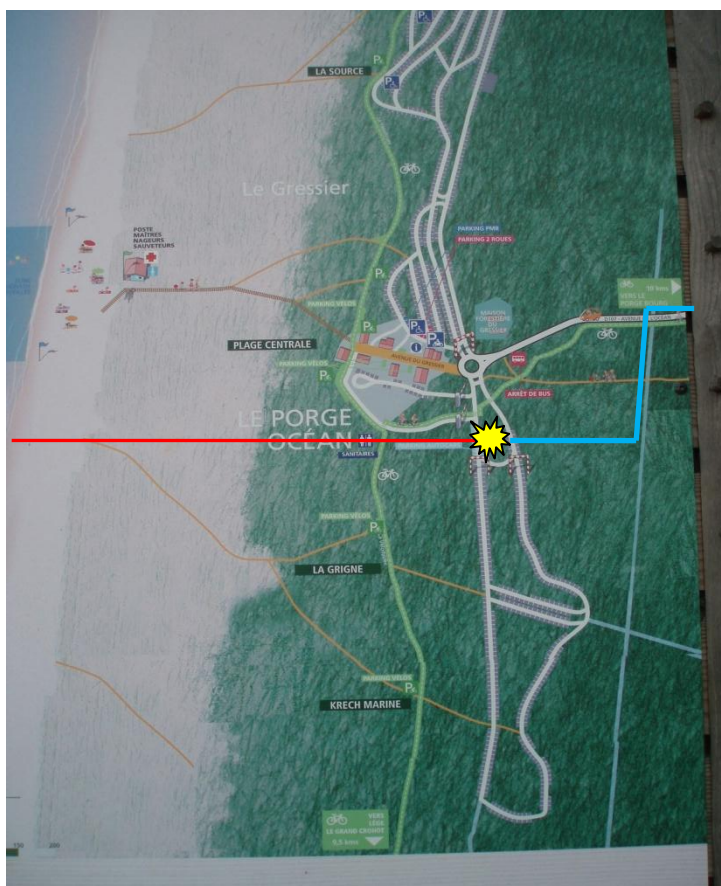
Le site retenu pour le projet se situe sur le secteur du Gressier au Porge-Océan sur la commune de Le Porte (Gironde).

Le câble dans sa partie maritime se trouvera pour partie en sous-sol, puis rejoindra la chambre plage en passant par une canalisation enfouie à 10/15 mètres de profondeur sous le cordon dunaire puis sous la zone boisée d'arrière-dune avant d'atteindre celle-ci.

A partir de la chambre plage et hors champ de l'enquête publique mais toutefois de manière intimement liée à celle-ci, le câble terrestre traversera une pinède à une profondeur

Demandes de concession du domaine public maritime pour le câble de télécommunication fibres optiques
"Amitié" et d'autorisation d'implantation d'une chambre plage dans le secteur du Gressier,
commune de LE PORGE (Gironde)

moyenne d'un mètre pour rejoindre la piste longeant le terrain de camping, puis passera sous la route départementale 107 (avenue de l'Océan) pour longer cette voie en sous-sol au niveau de son bas-côté nord jusqu'au bourg du Porge.



Plan général du câblage.
En rouge : mer / chambre plage En bleu : chambre plage / bourg du Porge



Emplacement de la chambre plage au niveau
des deux techniciens Orange



Dune à traverser vers la piste du camping par
mini-pelle (profondeur de tranchée 1mètre)



Piste forestière longeant le camping



Route départementale 107 vers Le Porge

2.4.3 – Occupation du sol

L'occupation au sol de l'ensemble du câble sera nulle du fait de son enfouissement sur la totalité de sa longueur. Il en est de même en ce qui concerne la chambre plage, qui sera totalement enterrée.

2.4.4 – Protection de la nature

Par arrêté du 13 août 2019, Madame la Préfète de la Gironde a décidé que le projet l'enquête publique n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

Au mois de décembre 2019, la société Orange a déposé en préfecture de la Gironde, au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement relatif aux installations et travaux entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines ou une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, un dossier de déclaration pour l'installation et l'atterrage du câble sous-marin de télécommunications Amitié, réalisé par le bureau d'études Setec In Vivo. Ce document n'est toutefois pas inclus dans le dossier soumis à la présente enquête publique. Par correspondance du 27 janvier 2020, la préfecture (DDTM, Service de l'eau et de la nature, cellule qualité - trame bleue) a informé la société Orange de l'absence d'opposition à cette déclaration.

Dans le cadre du dossier soumis à l'enquête publique, seules sont susceptibles de porter atteinte à la flore locale l'implantation de la chambre plage, le creusement du forage destiné à la mise en place de la canalisation sous-terrainne passant sous l'arrière-dune, la dune puis la plage pour ressortir à 700 mètre environ en mer. Il s'agit toutefois de travaux présentant un caractère temporaire et peu invasif, dont la totalité sera réalisée dans une clairière qui ne présente actuellement aucune réelle valeur écologique. En outre, le sol de la clairière sera remis en état dès la fin des travaux d'enfouissement de la canalisation et de construction de la chambre plage. De ce fait seule la trappe d'accès à cette dernière se trouvera en affleurement du sol.

D'autre part, les opérations d'enfouissement du câble entre la chambre plage et le bourg du Porge, qui n'entrent pas dans le champ du dossier d'enquête publique mais y sont intimement liées dans le cadre de la compréhension globale du projet par le public,

s'effectueront à l'aide d'une mini-pelle au travers de la pinède puis par sous-soleuse en bordure de la route départementale 107.

2.4.5. – Suivi, démantèlement et remise en état des sites

La progression du chantier fera l'objet d'un suivi régulier et les installations seront démantelées à l'issue de la période d'utilisation du câble.

Commentaires du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur considère que le dossier soumis à l'enquête publique est présenté de manière claire et permettant au public une bonne approche de l'ensemble du projet. Il note toutefois que celui-ci s'arrête, dans le cadre de l'enquête publique, à la chambre plage alors que le tronçon reliant notamment celle-ci à la route départementale 107 peut s'avérer plus sensible sur le plan de la protection de l'environnement. Il s'agit là d'un point méritant d'être approfondi dans le cadre du procès-verbal des questions et observations.

3 - ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

3.1 - Désignation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du président du tribunal administratif de Bordeaux n° E 20000005/33 en date du 10 janvier 2020 et par arrêté de la préfète de la Gironde en date du 17 janvier 2020.

3.2 - Modalités de l'enquête

3.2.1 - Rôle du commissaire enquêteur dans la préparation et l'organisation de l'enquête

Préalablement à l'ouverture de l'enquête, le commissaire enquêteur a procédé à l'analyse de l'ensemble du dossier afin d'en dégager les éléments essentiels sur les plans technique et environnemental, et d'en analyser le processus d'élaboration.

C'est à l'occasion de cette étude qu'il a constaté que le tracé du câble terrestre entre la chambre plage et la route départementale 107, tel que mentionné sur le dossier d'enquête, était différent de celui qui lui avait été indiqué par les techniciens de la société Orange lors de la visite commune des lieux du 23 janvier 2020. Bien que ce tronçon n'entre pas dans le champ de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a considéré qu'il était intimement lié à l'ensemble du projet et que ce point méritait donc d'être rectifié pour une bonne compréhension du dossier par le public. Par courriel du 4 février 2020 il a donc informé de cette anomalie Monsieur Ludovic CARLIER, responsable du suivi du dossier. Le 5 février 2020, une carte rectificative a été éditée par la société Orange et transmise à la mairie du Porge pour insertion dans le registre d'enquête. Parallèlement, cette carte a été insérée sur le site internet de la préfecture de la Gironde.

3.2.2 - *Contacts préalables à l'enquête et au cours de celle-ci*

En amont de la période d'enquête publique et au cours de celle-ci, plusieurs contacts ont été établis entre le commissaire enquêteur et les diverses parties prenantes au dossier, à savoir :

- le 23 janvier 2020, prise en compte du dossier d'enquête publique et entretien avec Madame Carine Colombero, du service des procédures environnementales de la D.D.T.M. de la Gironde, responsable du suivi du dossier ;
- le 23 janvier 2020 : entretien avec Messieurs Ludovic Carlier, responsable des projets câbles sous-marins et Damien Lataste, chargé d'affaires aménagement réseaux de la société Orange. Cet entretien a porté sur l'économie générale du projet ainsi que les points techniques susceptibles d'être soulevés par le public dans le cadre de l'enquête publique ;
- le 14 février 2020 : entretien avec Monsieur Martial Zaninetti, maire de la commune du Porge, portant sur les points essentiels du projet et les incidences pour les administrés en matière de connexion au réseau Internet ;

3.2.3 - *Registre d'enquête*

Le registre d'enquête a été ouvert par le Maire de la commune du Porge et paraphé par le commissaire enquêteur pour être tenu à la disposition du public avec le dossier d'enquête en mairie aux heures habituelles d'ouverture du 10 février au 11 mars 2020 inclus.

3.2.4 - *Visites des lieux*

Le commissaire enquêteur a procédé, de manière autonome ou accompagné des divers intervenants au dossier à plusieurs visites sur site ainsi qu'en divers points de la commune en fonction des interrogations suscitées par le dossier :

- le 23 avril 2020, tout d'abord de manière autonome puis en compagnie de Messieurs Ludovic Carlier et Damien Lataste afin que soient étudiés en commun les paramètres techniques du projet ainsi que les lieux d'implantation des panneaux d'information du public ;
- lors de chacune des permanences, le commissaire enquêteur ayant en ces occasions vérifié que les panneaux d'information du public étaient bien en place et en bon état de conservation et de lisibilité.

3.3 - *Concertation préalable*

Outre l'affichage réglementaire, la municipalité du Porge a communiqué en direction de la population locale sur la teneur du projet par une information incluse sur le site internet de la commune.

3.4 - *Information effective du public sur l'enquête publique*

Les avis d'enquête contenant l'ensemble des informations requises ont été diffusés dans les éditions :

- du journal Sud-Ouest du 24 janvier 2020 et du 14 février 2020,
- du journal Les Echos Judiciaires Girondins du 24 janvier 2020 et du 14 février 2020.

L'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête publique a été affiché en mairie du Porge durant les quinze jours précédant sa date d'ouverture ainsi que toute sa période de déroulement .

L'avis d'enquête publique a été également inséré sur le site officiel Internet de la commune du Porge.

L'affichage des avis d'enquête a été réalisé par la société Orange à proximité immédiate du site de construction de la chambre plage, par deux panneaux réglementaires parfaitement visibles par les personnes se rendant au Porge Océan. Les deux points de pose de ces panneaux ont été réalisés en concertation avec le commissaire enquêteur.



La présence et l'état de conservation de l'affichage de l'arrêté préfectoral ainsi que des panneaux d'avis d'enquête ont fait l'objet de contrôles par le commissaire enquêteur à l'occasion de chacune de ses séances de réception du public.

Le commissaire enquêteur considère donc que l'information du public a été réalisée dans de bonnes conditions.

3.5 - Modalités du déroulement de l'enquête

3.5.1 - Réception du public

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2020, le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public en mairie du Porge

- le vendredi 14 février 2020 de 14 heures à 17 heures,
- le vendredi 28 février 2020 de 15 heures à 18 heures,
- le samedi 29 février 2020 de 9 heures à 12 heures,
- le jeudi 5 mars 2020 de 14 heures 30 à 17 heures 30,
- le mercredi 11 mars 2020 de 15 heures à 18 heures.

3.5.2 - Incidents relevés au cours de l'enquête

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête.

La participation du public a été nulle, aucune personne ne s'étant présentée à la mairie du Porge, n'ayant adressé de correspondance au commissaire enquêteur ou ne s'étant exprimée sur le site dédié de la préfecture de la Gironde.

2.5.3 - Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans un climat serein, les relations avec les représentants de la société Orange ainsi que les représentants de la municipalité du Porge ayant toujours été empreintes de clarté et de franchise.

L'efficacité, la rapidité et la courtoisie des fonctionnaires territoriaux est à souligner, tant dans les visites sur site que dans la fourniture des documents administratifs et d'informations nécessaires à la constitution du présent rapport.

3.6 - Clôture de l'enquête et modalités de transfert des dossiers et registres

Le commissaire enquêteur a vérifié qu'aucune personne ne s'était manifestée en mairie hors de sa vue ou de sa connaissance (consignation de visite sur le registre d'enquête) ni n'avait adressé de correspondance non encore enregistrée concernant la présente enquête.

A l'issue de la période de réceptions du public, il a vérifié que toutes les formalités légales avaient été remplies.

C'est à l'issue de l'ensemble de ces opérations qu'il a clos son enquête et clôturé le registre d'enquête.

3.7 - Relation comptable des observations

Durant la période d'enquête, le commissaire enquêteur a reçu les observations

Par procès-verbal en date du 12 mars 2020 transmis le même jour à Monsieur Ludovic Carlier, représentant la société Orange, il a été fait notification des observations et questions formulées par le public ou les associations, ou soulevées par le commissaire enquêteur dans le cadre de son enquête.

La société Orange a répondu aux observations et questions contenues dans ce procès-verbal par un mémoire en date du 12 mars 2020.

4 - ANALYSE DES OBSERVATIONS

4.1 - Questions et observations relatives à la protection de l'environnement

Bien que la partie "terrestre" du câble (entre la chambre plage et la route départementale 107) ne soit pas incluse dans le champ de l'enquête publique, ce point mérite une attention particulière du fait notamment de la traversée d'une pinède.

Question : Quelle méthode le pétitionnaire emploiera-t-il pour procéder à son enfouissement ? Est-il à même de s'engager sur le fait qu'aucun arbre ne subira de dommage du fait de cet enfouissement ?

Réponse de la société Orange : Cette parcelle est gérée par l'Office National des Forêts (O.N.F.). Orange s'est engagée auprès de l'O.N.F. sur un tracé précis dans une trouée existante à travers la pinède en question, qui ne nécessitera l'abattage d'aucun arbre présent. L'utilisation de moyens d'excavation légers (type mini-pelle) a été demandée aux sous-traitants qui seront en charge des travaux. Un état des lieux préalable aux travaux sera établi avec l'O.N.F.

Avis du commissaire enquêteur

La réponse de la société Orange est pertinente et satisfaisante.

4.2 - Questions et observations relatives aux avis et prescriptions des administrations

Le ministère de la Culture (DRASSM) a notifié un arrêté de prescription de diagnostic archéologique couvrant un corridor de 100 mètres de part et d'autre du tracé du câble sur le domaine public maritime.

Question : quel est l'état d'avancement des opérations de diagnostic archéologique préventif prévues par cet arrêté ?

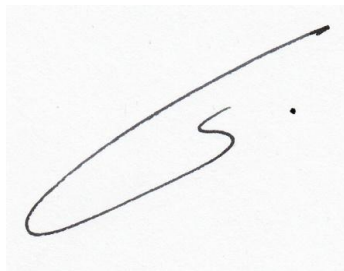
Réponse de la société Orange : la société a reçu une autorisation partielle pour réaliser les travaux concernant le forage dirigé, dont elle produit le texte en annexe du mémoire. Le projet est toujours en cours d'analyse en ce qui concerne le reste du parcours en mer, l'INRAP envisageant de mobiliser un navire d'exploration archéologique du 15 juin au 5 juillet 2020, situation compatible avec l'intervention du navire câblé prévue en novembre 2020. En tout état de cause la société Orange prendra en compte les mesures d'évitement qui seront éventuellement préconisées par le DRASSM.

Avis du commissaire enquêteur

La réponse de la société Orange est précise et argumentée. Il conviendra toutefois de subordonner la réalisation complète des travaux au respect de la totalité des prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2019 relatif au diagnostic archéologique.

Fait à Le Bouscat, le 18 mars 2020

Le commissaire enquêteur
Hervé REDONDO



ENQUETE PUBLIQUE

Demande de concession d'utilisation du domaine public maritime pour le câble de télécommunications fibre optique "Amitié" et d'autorisation d'implantation d'une chambre-plage dans secteur du Gressier

Commune de LE PORGE (Gironde)



Référence : arrêté de la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète de la Gironde en date du 17 janvier 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR (2^{ème} partie - conclusions)

*Hervé REDONDO,
commissaire enquêteur*

Dans le cadre de l'enquête publique unique relative à la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime, en dehors des ports, pour le câble de télécommunication fibres optiques dénommé "Amitié" et l'autorisation d'implantation d'une chambre plage dans le secteur du Gressier sur la commune de Le Porge, prescrite par Madame la Préfète de la Gironde par arrêté en date du 17 janvier 2020, le commissaire enquêteur désigné par le Président du tribunal administratif de Bordeaux par décision numéro E 20000005/33 du 10 janvier 2020 émet les conclusions suivantes :

1 - Rappel de l'objet et des éléments essentiels de l'enquête

1.1 - Objet de l'enquête

L'enquête publique objet du présent rapport concerne le projet de mise en place d'un câble de télécommunication fibres optiques baptisé "Amitié" entre les territoires de la France et des Etats-Unis d'Amérique sur la commune du Porge (Gironde)

Cette enquête unique porte à la fois sur la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports et sur l'autorisation d'implantation d'une chambre plage.

Le dossier comporte :

- le résumé non technique ;
- la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime pour le câble sous-marin de télécommunication AMITIE et ses planches cartographiques ;
- le récapitulatif des informations concernant l'implantation de la chambre-plage.

Il est complété par les avis des personnes publiques associées et administrations, à savoir :

- l'autorisation temporaire de l'Office National des Forêts durant les phases d'études et de travaux en forêt domaniale du Porge ;
- l'avis du service maritime et littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde, qui soulève la nécessité d'accorder un titre d'occupation sur la forme d'une concession d'utilisation en dehors des ports à la société Orange et émet un avis favorable à ce titre d'occupation pour une durée de 30 ans avec obligation pour le concessionnaire de retirer l'intégralité du câble à la fin de l'occupation ;
- l'avis du préfet maritime de l'Atlantique adressé à la Préfète de la Gironde, qui s'avère favorable et précise qu'à l'issue des travaux, le porteur de projet devra lui fournir le tracé exact des câbles atterrissant sur le territoire français ainsi que les zones d'ensouillage à des fins de sécurité maritime ;
- le procès-verbal de réunion de la commission nautique locale du 12 novembre 2019, qui émet un avis favorable au projet ;
- l'avis favorable du 18 octobre 2019 de la municipalité du Porge ;
- la notification de prescription de diagnostic archéologique dans le domaine public maritime par le Ministère de la Culture, qui prévoit un diagnostic archéologique sur une partie de l'emprise des travaux.

1.2 - Eléments essentiels de l'enquête

L'enquête publique, conduite du lundi 10 février 2020 au mercredi 11 mars 2020 à 18 heures, a comporté cinq périodes de réception du public (dont une organisée le samedi matin) en mairie du Porge ainsi que plusieurs visites destinées à l'analyse in situ des données techniques du projet sur les diverses parcelles concernées, effectuées en compagnie des responsables locaux de la société Orange ou de manière autonome. D'autre part et à l'occasion de chacune des périodes de réception du public, le commissaire enquêteur a procédé à la vérification de la présence et du bon état des panneaux d'information du public.

Aucun incident n'est survenu au cours de cette enquête.

La participation du public a été nulle. En effet, aucune personne ne s'est manifestée auprès du commissaire enquêteur ou des services de la mairie du Porge, n'a adressé de correspondance ni ne s'est exprimée sur le site dédié de la préfecture de la Gironde.

Par procès-verbal en date du 12 mars 2020 transmis le même jour, il a été fait notification à Monsieur Ludovic Carlier, représentant la société Orange, des observations et questions formulées par le public et l'association, les personnes publiques associées, ou soulevées par le commissaire enquêteur dans le cadre de son enquête.

La société Orange a fait réponse à ce procès-verbal par un mémoire.

Les relations du commissaire enquêteur avec les responsables de la société Orange et ceux de la commune du Porge, tant élus que fonctionnaires territoriaux ont été excellentes et empreintes de la plus totale franchise.

2 - Avis sur le projet et l'information du public, éléments de réflexion et de motivation

2.1 - Avis sur le projet

Le dossier soumis à l'enquête publique, qui comporte la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime ainsi que d'autorisation d'implantation d'une chambre plage, est constitué de manière claire et bien structurée.

Le commissaire enquêteur note toutefois que la partie "terrestre" du projet, c'est à dire celle concernant la pose du câble entre la chambre plage et le local technique situé dans le bourg du Porge, n'est pas concernée par l'enquête publique alors qu'elle présente un potentiel de sensibilité certain sur le plan de la protection de l'environnement, notamment dans la traversée d'une pinède entre la chambre plage et la route départementale 107 (avenue de l'Océan). C'est en ce sens qu'il y a porté une attention particulière afin d'être à même de répondre aux éventuelles interrogations du public.

Sur la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime

Le dossier de demande de concession d'utilisation du domaine public maritime est présenté de manière claire et synthétique, bien illustré par des cartes, photographies et croquis qui permettent à un public non averti d'appréhender sans difficulté les données techniques et environnementales du projet.

Sur la demande d'autorisation d'implantation de la chambre plage

De même, la demande d'autorisation d'implantation de la chambre plage est présentée dans de manière parfaitement compréhensible par un public non averti, en ce sens qu'elle aborde notamment les phases d'implantation de cette unité souterraine ainsi que la question de la mise en place des électrodes, également souterraines, destinées à la mise à la terre de l'ensemble du système.

Sur les points soulevés dans le procès-verbal des questions et observations

Le commissaire enquêteur considère que les réponses apportées par le porteur de projet sont bien argumentées et permettent d'éclairer tant le public que lui-même sur les points soulevés dans le cadre de l'enquête publique.

Il considère notamment que la réponse à la question concernant le tracé terrestre du câble entre la chambre plage et la route départementale 107, qui traversera une pinède et dont l'enfouissement sera effectué à l'aide d'une mini-pelle, démontre la volonté du porteur de projet de générer un minimum d'impact sur la flore locale et notamment les pins maritimes, ce sous le contrôle préalable et permanent de l'Office National des Forêts.

2.2 - Avis sur l'information du public

Le public a été informé du projet largement en amont de l'enquête publique, notamment par la publication d'avis de publicité préalables publiés dans le courant du 4ème trimestre 2019 dans quatre journaux de portée nationale, régionale ou départementale: Finance et Marchés, Le Monde, Sud-Ouest et Les Echos Judiciaires Girondins.

Les obligations légales de publicité ont été respectées, deux avis d'enquête publique ayant été publiés dans les journaux Sud-Ouest et Les Echos Judiciaires Girondins.

L'avis d'enquête publique a été affiché en mairie du Porge deux semaines avant le début de l'enquête publique et durant l'intégralité de celle-ci. Deux affiches conformes à la réglementation en vigueur ont été apposées à proximité immédiate du site d'implantation de la chambre plage, leur état ayant été contrôlé par le commissaire enquêteur lors de chacune de ses permanences. Enfin l'avis d'enquête publique a été inséré en page frontale sur le site Internet de la commune.

Le commissaire enquêteur considère donc que le public a bénéficié d'une information suffisante et de bonne qualité sur le projet.

2.2 - Eléments de réflexion et de motivation sur le projet

Au cours de l'enquête, aucune question ou observation n'a été soulevée par le public ou les associations. Toutefois le commissaire enquêteur a, dans le cadre de l'analyse du dossier et suite à ses visites sur le terrain, soulevé quelques points qui lui paraissaient d'importance, même si certains d'entre eux n'entraient pas intégralement dans le champ de l'enquête publique.

2.2.1 – Eléments défavorables au projet

Le seul élément défavorable au projet réside dans l'absence, à la date de clôture de la présente enquête, de la totalité du diagnostic archéologique prescrit par l'arrêté n° 2019-344 du 3 décembre 2019 du ministère de la Culture (direction générale du patrimoine - département des recherches subaquatiques et sous-marines). En effet, par correspondance du 5 février 2020, le ministère de la Culture a informé la société Orange qu'il ne s'oppose pas à la réalisation des travaux dans la zone correspondant au secteur qui s'étend depuis la laisse de basse mer jusqu'à la zone du domaine public maritime où le forage dirigé atteint en un point la cote de - 6 mètres dans le sous-sol sous-marin. En revanche, vers le large et au-delà de cette limite, la situation se trouve toujours en cours d'analyse, l'INRAP envisageant l'intervention d'un navire d'exploration archéologique en 15 juin au 5 juillet 2019, situation compatible avec l'intervention du navire câblé prévue au mois de novembre 2020. La société Orange s'engage à prendre en compte les préconisations d'évitement de la DRASSM en cas de découverte archéologique.

Le commissaire enquêteur prend acte de la réponse et de l'engagement de la société Orange. Il considère donc que, sur ce point particulier, il y a lieu de subordonner la concession d'utilisation du domaine public maritime à l'intégral respect des prescriptions de l'arrêté du ministère de la Culture du 3 décembre 2019.

2.2.2 – Eléments favorables au projet

Tel que soumis à l'enquête publique le projet, qui présente par ailleurs un incontestable avantage sur le plan des télécommunications et de la transmission des données entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, démontre la volonté de la société Orange de minimiser l'impact des travaux d'enfouissement du câble et de la chambre plage l'impact sur l'environnement.

En effet :

- le passage du câble entre la chambre plage et sa sortie en mer sera intégralement effectué par forage dirigé, et de ce fait générera un impact nul sur l'environnement, qu'il s'agisse de la pinède d'arrière-dune, de la dune ou de la plage ;
- la chambre plage sera installée en sous-sol, dans une clairière actuellement dénuée de toute plantation d'arbres et ne présentant aucun intérêt sur le plan écologique. De plus, cette chambre plage sera entièrement recouverte par le sable et donc rendue quasiment invisible, à l'exception éventuellement de la trappe d'accès de dimensions très modestes ;
- la zone de travaux sera entièrement sécurisée, et les éventuelles opérations de maintenance ne sont pas de nature à générer une quelconque atteinte à l'environnement.

Il apparaît en outre opportun de noter que, bien que n'entrant pas dans le champ strict de la présente enquête publique, le tronçon "terrestre" du câble situé entre la chambre plage et la route départementale 107 (Avenue de l'Océan) sera déployé en sous-sol, à un mètre environ de profondeur. Notamment, la traversée de la pinède située entre la chambre plage et la piste bordant le camping s'effectuera à l'aide d'une mini-pelle en respectant un couloir évitant tous les pins plantés sur la zone. Cette opération sera effectuée après réalisation d'un état des lieux avec les services de l'Office National des Forêts et sous le contrôle de ceux-ci.

2.2.3 – Synthèse générale du dossier d'enquête publique

Compte tenu de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, le commissaire enquêteur considère que le dossier de demandes de concession d'utilisation du domaine public maritime ainsi que d'autorisation d'implantation d'une chambre plage au lieu-dit Le Gressier, commune de Le Porge, s'inscrit dans un projet dont l'utilité est incontestable qui peut même être considéré comme d'importance stratégique au niveau national.

Tel que soumis à l'enquête publique, le dossier démontre la volonté du porteur de projet, en l'occurrence la société Orange, de procéder à l'installation du câble ainsi que de la chambre plage en prenant toutes les dispositions nécessaires à la préservation de l'environnement.

Il convient enfin de noter qu'à l'issue de la période d'utilisation du dispositif (prévu pour 25 années au minimum), les travaux de démontage et d'enlèvement seront réalisés à terre ainsi qu'en mer et que toutes les parcelles concernées seront rendues à leur état initial.

3 - Conclusion générale

Compte tenu des éléments de réflexion exposés au paragraphe 2.2 ci-dessus, le commissaire enquêteur émet :

- un **avis favorable** à la demande de concession d'utilisation du domaine public maritime présentée par la société Orange ;
- un **avis favorable** à la demande d'implantation d'une chambre plage présentée par la société Orange ;

telles que contenues dans le dossier soumis à l'enquête publique conduite en application de l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2020.

Cet avis est toutefois assorti **d'une réserve** : la concession d'utilisation du domaine public maritime devra être subordonnée au respect, par la société Orange, de l'intégralité des prescriptions contenues dans l'arrêté du ministère de la Culture en date du 3 décembre 2019.

Fait à Le Bouscat, le 18 mars 2020

Le commissaire enquêteur
Hervé REDONDO

